



Panel sur l'assistance humanitaire et la protection

Contexte

Neuf années de violences et de conflits ont exigé un lourd tribut de la population dans la région du lac Tchad. La crise sévit dans une région déjà affectée par un grave sous-développement, la pauvreté et le changement climatique. La crise humanitaire qui en résulte a un impact dévastateur sur l'existence de quelque 17 millions de personnes vivant dans les zones touchées, en particulier sur les femmes, les jeunes et les enfants. En 2018, plus de 10 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et de protection. Cela englobe près d'un demi-million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère. La situation en matière de sécurité alimentaire demeure très difficile, environ 4,7 millions de personnes étant victimes d'insécurité alimentaire aiguë. Les services sociaux de base, dont l'éducation et la santé, sont perturbés et ont un besoin urgent d'être renforcés. Tandis que l'assistance humanitaire a amené un certain soulagement aux personnes dans les zones accessibles, toute rupture de cette aide vitale pourrait avoir des conséquences majeures. En même temps, des centaines de milliers d'autres vivent dans des conditions précaires dans des zones difficiles d'accès où les acteurs humanitaires internationaux ne peuvent apporter de secours.

La situation des déplacés dans la région est complexe, de nouveaux déplacements survenant en raison des fortes pluies et de l'insécurité alors que certaines personnes rentrent dans leurs régions d'origine. Dans les quatre pays, la violence a arraché plus de 2,4 millions de personnes à leur foyer, dont 1,7 million de déplacés dans le seul nord-est du Nigéria. La majorité des déplacés ont trouvé refuge dans des communautés d'accueil, pesant ainsi lourdement sur ces personnes qui souffraient déjà de la pauvreté, d'une extrême vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire. Nombreux sont également ceux qui vivent dans des camps surpeuplés et n'ont qu'un accès limité ou pas accès aux activités de subsistance, ce qui les rend tributaires de l'aide humanitaire pour survivre. Dans de telles conditions, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables à la violence sexuelle et sexiste ainsi qu'à l'exploitation et aux abus sexuels.

Depuis la Conférence d'Oslo, l'action humanitaire a été nettement renforcée pour soutenir les efforts nationaux et locaux. En 2017, plus de six millions d'habitants ont reçu de l'aide humanitaire dans toute la région. Durant cette même période, des incidents de sécurité fréquents et des attaques contre des civils ont mené à d'autres déplacements. Des difficultés d'accès persistent également dans certaines parties de la région dont les habitants n'ont pas pu bénéficier d'une assistance vitale. Les personnes venant de ces zones sont souvent dans un état critique et ont un besoin extrêmement urgent d'aide à leur arrivée. La saison des pluies en cours a entraîné des risques additionnels de maladie. Les besoins humanitaires restent donc élevés et de graves écarts de protection persistent. Un soutien continu est essentiel et les besoins financiers cumulés pour l'action humanitaire en 2018 totalisent 1,56 milliard de dollars. À la mi-août, seuls 37 pour cent du financement requis avait été reçu.

L'action humanitaire dans la région du lac Tchad se trouve à un carrefour. Parallèlement à la nécessité de renforcer les activités de relèvement et de développement et de traiter les causes profondes, il faut s'attendre à ce que les besoins humanitaires se poursuivent dans un avenir prévisible étant donné que de nouvelles populations deviennent accessibles et que les déplacements sporadiques dus à l'insécurité continuent. Les retours volontaires devront également être accompagnés de programmes d'aide d'urgence. La protection des civils reste un défi majeur dans toute la région, des millions de femmes, d'enfants et d'hommes étant directement touchés par la violence, privés de leurs moyens de subsistance et lourdement menacés par les violations des droits de l'homme, notamment les enlèvements, la détention arbitraire, les viols, l'exploitation et les abus sexuels. Le conflit continue également d'empêcher l'accès humanitaire, et il faut s'employer davantage à assurer un accès humanitaire libre et sans entrave aux communautés vulnérables dans la région. Enfin, les opérations humanitaires dans la

région nécessitent des fonds de soutien supplémentaires et plus prévisibles qui atteignent un niveau correspondant aux besoins des personnes concernées.

Avec l'augmentation des opérations humanitaires depuis la conférence d'Oslo en 2017 et les nouvelles zones devenues accessibles, les acteurs humanitaires nationaux et internationaux dans la région du lac Tchad ont la possibilité de faire parvenir aide et protection à un plus grand nombre de personnes vulnérables, tout en reconnaissant que la responsabilité première de l'assistance et de la protection de la population reste l'affaire des gouvernements concernés. De plus, en resserrant les liens avec les acteurs du développement, de nouvelles possibilités apparaissent de réduire collectivement les besoins, les risques et les vulnérabilités, notamment en renforçant la résilience et en soutenant un relèvement rapide. Des efforts importants sont déployés dans ce sens dans les quatre pays de la région, certains ayant élaboré des stratégies communes pour améliorer la vie des habitants à moyen et long terme tout en portant une attention continue sur leurs besoins humanitaires immédiats. Au niveau régional, il existe également un engagement considérable pour faire face collectivement à la crise et à ses causes profondes.

Objectifs

L'objectif de ce panel sera d'examiner comment renforcer l'assistance humanitaire requise à court et moyen terme. La discussion visera à :

- attirer l'attention internationale sur les besoins humanitaires importants et urgents dans la région du lac Tchad et discuter des futurs éléments de réponse nécessaires ;
- mettre en lumière les progrès ainsi que les défis et écarts persistants dans l'action humanitaire, notamment en ce qui concerne les priorités abordées lors de la conférence d'Oslo telles que la protection, la sécurité alimentaire et l'éducation ;
- explorer les meilleures manières de faire face à la crise en encourageant la présence des acteurs assurant la protection humanitaire dans les zones de préoccupation, en préservant l'espace humanitaire, en apportant une action humanitaire fondée sur des principes et en améliorant l'accès à toutes les personnes dans le besoin. Une attention particulière devra être portée aux questions de genre et à la protection contre la violence sexuelle et sexiste ;
- discuter de l'avenir des opérations humanitaires dans la région dans la perspective de réduire les besoins, les risques et la vulnérabilité, tout en améliorant les capacités locales et en soulignant l'importance de l'engagement du gouvernement et en assurant l'apport de fonds internationaux ;
- soutenir les partenariats stratégiques et la coopération multipartenariale dans tous les domaines de l'action humanitaire, notamment en renforçant les liens avec la société civile, en plaidant pour l'octroi de fonds humanitaires pluriannuels et plus prévisibles, et en suscitant de nouveaux engagements et des engagements accrus des États membres et des pays concernés.

Résultats attendus

- Attention accrue aux besoins actuels et attendus en matière d'assistance humanitaire dans la région du lac Tchad
- Engagement sans équivoque des gouvernements dans la région à assurer la protection des civils, notamment en encourageant la présence d'acteurs de la protection humanitaire, en préservant l'espace humanitaire et en garantissant l'accès de l'aide, cet engagement étant associé à un engagement sans équivoque de tous les partenaires à assurer une action humanitaire fondée sur des principes et à améliorer la qualité et la rapidité de l'assistance
- Engagements internationaux, régionaux et nationaux renouvelés, notamment concernant les contributions financières et autres partenariats, pour faire face aux besoins humanitaires et de protection
- Accord sur une orientation politique quant à l'avenir de l'opération humanitaire dans la région du lac Tchad, prévoyant notamment d'assurer une capacité de réaction appropriée, de soutenir les financements internationaux, d'améliorer les capacités locales et de coopérer avec les partenaires de développement afin de renforcer la résilience et le relèvement rapide.